



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

Région des Pays de la Loire

Notice d'information du territoire « Marais de Giguenais » PY_GIGU Campagne 2026

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « Marais de Giguenais » au titre de la campagne PAC 2026. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 CONTACTS

La **Communauté de Communes Sud Estuaire** est porteuse du projet agroenvironnemental de ce territoire.

Les coordonnées de vos interlocuteurs au sein de ces structures sont les suivantes :

	Communauté de Communes Sud estuaire
Nom	Jérôme LE DAVADIC
Téléphone	06 76 28 59 44
Email	j.ledavadic@cc-sudestuaire.fr

	Chambre d'agriculture PDL	LPO 44
Nom	Pauline CONVERSY	Lucie KNOEPFFLER
Téléphone	02 53 46 62 90	06 82 25 37 79
email	pauline.conversy@pl.chambagri.fr	lucie.knoeffler@lpo.fr

2 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « MARAIS DE GIGUENAI » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

La Communauté de communes Sud Estuaire dépose un PAEC qui s'inscrit dans la continuité du travail mené par le Conseil Département 44 depuis 2016 sur le marais de la Giguenaie. La collectivité pilote un Contrat Territorial Eau sur ce territoire, et engage un travail de concertation avec les exploitants agricoles, le maintien des MAEC sur ce secteur s'inscrit dans la dynamique du territoire de préserver les espaces agricoles et maintenir les fermes.

Seuls les éléments situés sur ce territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées.

Le territoire intègre 2 communes :

Saint-Père-en-Retz surface du PAEC de 523 ha (soit 8.16% de la commune),

Saint-Brévin-les-Pins surface du PAEC 77 ha (soit 3.71% de la commune)

Les mesures ouvertes sur ce territoire sont dites « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

3 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Caractéristiques du territoire :

Le marais de Giguénais est une zone humide rétro-littorale constituée de prairies inondables avec des zones sub-halophiles ainsi que des roselières. Le marais est un espace majoritairement agricole, soumis aux conditions climatiques et hydrologiques qui conditionnent les pratiques agricoles ainsi que l'accès aux parcelles. L'activité dominante sur le marais est l'élevage extensif notamment bovin, allaitants et laitiers, les parcelles sont donc principalement fauchées et/ou pâturées.

On retrouve sur le territoire une association syndicale de propriétaires (ASA de la Giguénais, anciennement syndicat de marais) qui œuvrent à la gestion du marais.

Les principaux enjeux agricoles et environnementaux :

Le maintien de l'élevage bovin extensif et l'accompagnement de la transmission des exploitations sont des enjeux forts du territoire pour lutter contre la déprise agricole, et permettre le maintien d'habitats d'intérêt communautaire à travers les exploitations et pratiques agricoles. La remise en état des réseaux hydrauliques est également un enjeu prioritaire sur le marais de la Giguénais, notamment le réseau tertiaire de marais.

Les diagnostics écologiques récents ont identifié des enjeux forts pour la préservation des oiseaux prairiaux et paludicoles, sur les périodes de reproduction et de migration post-nuptiale. Ainsi, il a été mis en exergue la nécessité de préserver des zones prairiales non exploitées jusqu'à la mi-septembre, favorables à la diversité d'habitats et notamment pour l'alimentation des oiseaux.

Les pratiques agricoles répandues qui impactent les enjeux identifiés :

L'activité agricole pratiquée sur le milieu est qualifiée d'extensive. En revanche, les fauches sont principalement réalisées simultanément sur une grande partie de la zone suivant les conditions météorologiques de l'année en cours. Les fauches simultanées ne répondent pas aux objectifs de conservation des espèces par un maillage des habitats. Les douves servent de séparations de parcelles naturelles ; les bovins ont tendance à s'y abreuver et piétiner les berges, lorsqu'elles ne sont pas clôturées, ce qui accentue les impacts négatifs sur la qualité de l'eau du marais, liés à la prolifération des ragondins et des écrevisses. Également, ce réseau historiquement dense s'est fortement réduit ces dernières décennies avec la diminution des pratiques d'élevage, et le réseau tertiaire s'est progressivement comblé de moitié de son linéaire total, par manque d'entretien.

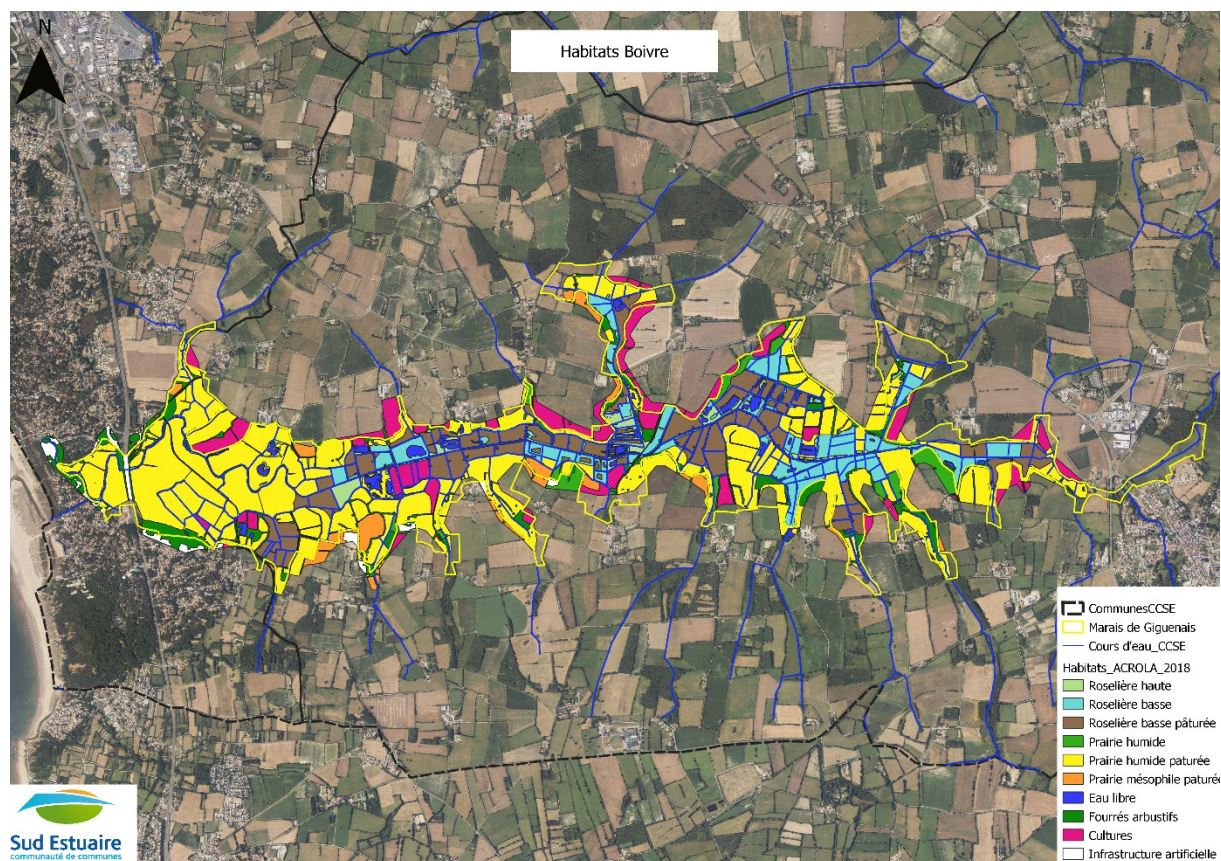
Les évolutions envisageables de ces pratiques :

Les mesures visent à maintenir des surfaces non exploitées jusqu'à mi-septembre. Les retards d'utilisation étalés sur la saison pourraient favoriser les mosaïques d'habitats et contribuer à la préservation des espèces faunistiques et floristiques.

Les mesures IAE devraient permettre de restaurer globalement des fonctionnalités hydrauliques, écologiques et qualité de l'eau du marais.

Les mesures de mise en défens (MED) devraient également permettre de restaurer les berges du marais afin de permettre aux espèces végétales et animales prioritaires d'avoir des habitats sur lesquels s'implanter tout en limitant l'érosion et contribuant de réguler les espèces exotiques envahissantes comme la jussie et les ragondins.

La cartographie des habitats ci-dessous démontre la richesse des milieux et de sa biodiversité associée.



Historiquement 9 exploitations agricoles s'engageaient sur les MAEC, principalement sur les mesures ESP1, ESP2 et MHU2.

4 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Le cahier des charges de chaque MAEC intègre :

- une obligation de réaliser avant l'engagement un diagnostic agroenvironnemental de l'exploitation (avec un plan de gestion pour certaines MAEC) ;

Les **MAEC proposées sont des mesures « localisées »** qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux spécifiques et localisés de préservation de la biodiversité.

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant en €/ha/an	Niveau de plafond
Prairies permanentes ou prairies temporaires	PY_GIGU_ESP1	Localisé e	Permettre aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe, d'accomplir leurs cycles par la mise en défens de 10% des surfaces engagées.	82 €	Niv 2 17 000 €
Prairies permanentes ou prairies temporaires	PY_GIGU_ESP2	Localisé e	Permettre aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe, d'accomplir leurs cycles par un retard d'usage des parcelles de 25 jours	145 €	Niv 2 17 000 €
Prairies permanentes ou prairies temporaires	PY_GIGU_ESP3	Localisé e	Permettre aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe, d'accomplir leurs cycles par un retard d'usage des parcelles de 35 jours	200 €	Niv 3 27 000 €
Prairies permanentes ou prairies temporaires	PY_GIGU_ESP4	Localisé e	Permettre aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe, d'accomplir leurs cycles par un retard d'usage des parcelles de 45 jours	254 €	Niv 3 27 000 €
Zones humides - Prairies permanentes	PY_GIGU_MHU2	Localisé e	Préserver et diversifier les milieux humides par le pâturage de 50 % des surfaces engagées.	201 €	Niv 2 17 000 €

Les MAEC sont cofinancées par des crédits européens (FEADER) et nationaux (MASA). Les modalités de financement envisagées pour les MAEC 2023 en Pays de la Loire sont les suivantes.

Financier	Part prévue dans le financement des mesures
Crédits européens (FEADER)	80%
Crédits nationaux (MASA)	20%

Cette notice d'information du territoire « Marais de Giguénais » est complétée par les notices spécifiques à chacune de ces mesures, incluant les cahiers des charges à respecter. L'ensemble de ces notices est mis à disposition sur le site internet de la DRAAF des Pays de la Loire.

5 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des financeurs présentés dans le tableau ci-dessus. Les plafonds sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

6 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Les critères définis pour ce territoire sont synthétisés dans le tableau suivant avec les seuils de classement.

Critères	Pondération	Classe				
		1	2	3	4	5
Part de la SAU de l'exploitation dans le PAEC	1	< 10%	≥ 10%	≥ 20%	≥ 30%	≥ 40%
Part de la SAU engagée sur la SAU éligible	2	< 10%	≥ 10%	≥ 20%	≥ 30%	≥ 40%
Surface engagée	1	< 2 ha	≥ 2 ha	≥ 4 ha	≥ 7 ha	≥ 10 ha
Enjeux à la parcelle	6	ESP 1	ESP2	ESP3		ESP4 ou MHU2

Chaque critère donne un nombre de point correspondant à la classe à laquelle il appartient multiplier par le coefficient de pondération. La somme des nombres attribue la note de classement du demandeur dans la liste de priorité.

En cas de contrainte budgétaire devant conduire à affiner la priorisation des demandeurs ayant une même note, et au regard de l'enveloppe réservée, il sera appliqué le critère supplémentaire suivants sur ces exploitations et uniquement celles-ci :

plus le taux de chargement UGB/ha de SFP est élevé moins l'engagement est prioritaire (pour des taux ≥ 0.2 UGB/Ha de SFP).

Les engagements avec des taux de chargement inférieurs à 0,2 UGB/ha de SFP sont les moins prioritaires.

La note ainsi que le taux de chargement du demandeur seront indiqués sur le diagnostic exploitation de l'année de la contractualisation.

7 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2026, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2026 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC², en précisant le code de la mesure demandée ;

Pour les exploitations ayant des engagements en cours dans la **programmation 2015-2022**, il convient de le déclarer dans le formulaire de demande d'aide.

Pour les mesures présentant des exigences liées aux effectifs animaux (nombre d'UGB, chargement...). Vous devez déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

Pour les mesures s'adressant aux entités collectives et présentant des exigences liées aux effectifs animaux (nombre d'UGB, chargement...). Vous devez remplir le formulaire « Déclaration de montée et de descente d'estive » pour renseigner l'ensemble des animaux herbivores pâurant sur les surfaces collectives dont vous assurez la gestion. Ce formulaire est à renvoyer à la DDT(M) au plus tard le 15 novembre 2026, afin que celle-ci soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux présents sur vos surfaces.

² Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>